

Rapport global de la situation de la grève débuté le 25 février 2008

Relativement au mot d'ordre de grève générale lancé le 25 février 2008 par les syndicats de transporteurs urbains et interurbains afin de protester contre la hausse du prix du carburant, la population en a profité pour manifester son mécontentement contre la vie chère. Ce qui a fait perdre aux syndicats, le contrôle de la situation. Cependant, l'intervention des forces de police et de gendarmerie, qui ont tiré à balles réelles sur la population qui a contribué à envenimer la situation. Ce Lundi 25 février 2008, dans la seule ville de Douala, on dénombrait déjà au moins sept (7) morts clairement identifiés. Généralement, des collégiens et des lycéens.

Très rapidement, le mouvement parti de Douala et Yaoundé, a gagné l'ensemble du territoire : Douala, Yaoundé, Nkongsamba, Bafang, Dschang, Bamenda, Foumbot, Kumba, Njombé – Penja, Loum, Bafoussam, Edéa ...

Des recoupements faits, on estimerait à plus d'une vingtaine de morts enregistrés sur l'ensemble du territoire national.

Dans le seul axe Moungo-Sud (Njombé – Penja, Loum), on dénombre au 27 février 2008, au moins huit (8) morts selon les déclarations officielles du Maire de Njombé – Penja, Monsieur Kinguè sur la chaîne de télévision privée camerounaise "Canal 2 International" ce même jour à 13 heures.

Par ailleurs, les arrestations arbitraires se sont multipliées. Les policiers, barrant des routes, effectuent des contrôles d'identité et ceux qui tentent de s'y soustraire sont molestés et emmenés dans des lieux de détention inconnus.

De source digne foi, au niveau du pont sur le Wouri, il y a des manifestants qui ont été jetés par les forces de l'ordre dans le fleuve Wouri.

Toujours ce 27 février 2008, un camion qui se dirigeait vers une direction que nous ignorons, plein de jeunes gens (que nous évaluerons à près d'une cinquantaine) entassés les uns sur les autres et entraînés d'être tabassés.

L'aggravation de la situation a fait que des mairies d'arrondissement et une sous-préfecture ont été brûlées, des commerces sont saccagés et pillés par des profiteurs de la situation. Les deux principaux axes (entrée et sortie de la ville de Douala) sont bloqués, entraînant ainsi l'absence totale des moyens de transport, ce qui provoque la pénurie des marchandises et des denrées alimentaires. Quelques boulangeries réquisitionnées pour ravitailler la population, notamment en pain, sont débordées. Il y a de fortes chances que l'État d'urgence soit déclaré par les autorités camerounaises, ce qui risquerait de légitimer les exactions commises par les forces de police et de gendarmerie contre la population civile.

Le Cameroun vit une situation sans précédent les dernières grandes révoltes populaires ayant entraîné des pertes en vie humaines datent de la période des villes mortes de 1990 – 1992

Madeleine AFITE

Coordinatrice
de l'ACAT-Littoral &
de la Maison des Droits de l'Homme du Cameroun
Boîte Postale: 213 Douala – Cameroun
Téléphone: +(237) 334 04 296 / 998 65 486
Télécopie: +(237) 334 04 296
E-mail: afite_m@yahoo.fr